

(R)

Qui sont ces enfants en centres d'accueil? Une question gênante... aux Affaires sociales



Le Soleil, Raymond Lavoie

Près de 60% des enfants de moins de 12 ans actuellement en centre d'accueil se retrouveront, plus tard, dans des institutions pour adolescents de 13 à 18 ans.

par Pierre BOULET

Lorsque, en 1975, les membres du comité d'étude Batshaw ont amorcé la cueillette des données sur la situation des enfants placés en centres d'accueil, ils ont dû faire une première constatation époustouflante: il n'existait même pas, au ministère des Affaires sociales, une liste complète des centres d'accueil. C'est un des analystes du comité qui l'affirme.

Un an et demi plus tard, cette lacune est corrigée, mais la situation générale n'est guère plus reluisante. Bien qu'il investisse, en 1977-78, \$121.554.200 dans les centres d'accueil pour les jeunes mésadaptés socio-affectifs, le ministère des Affaires sociales ne possède pas de données valables sur la clientèle de ces établissements (clientèle actuelle, clientèle potentielle, hébergements injustifiés, besoins de ressources complémentaires ou alternatives pour la clientèle actuelle, etc.).

A l'échelle régionale, une première étude de la clientèle des dix centres d'accueil vient d'être complétée, après dix longs mois de laborieuse compilation. Avant mai 1978, il n'existait aucune donnée sur la clientèle des centres d'accueil de la région de Québec.

Si, au ministère, on ignore tout

des besoins de la clientèle, on sait toutefois combien elle coûte: en moyenne \$20.000 par année par enfant (dans la région de Québec, par jour par enfant varie de \$64,26 selon l'établissement).

Bref, on connaît mieux le portrait administratif des centres d'accueil que les besoins de ceux qu'ils desservent.

Selon M. Robert Leclerc, chef du service de réadaptation au MAS, le projet "Gamma" amorcé en 1973 devait donner une liste complète des besoins de la clientèle des centres d'accueil, à partir d'une programmation par ordinateur. En 1974, le projet était encore en marche. Peu après, on l'abandonnait à cause de son coût élevé. Un an d'efforts et d'argent dépensés inutilement.

Actuellement, toutes les données du ministère sur la clientèle mésadaptée reposent sur des "ratios généraux" (proportion de délinquance dans une population type, par exemple). Les professionnels du MAS sont les premiers à convenir de l'échec d'une telle approche, les écarts entre la théorie et la pratique étant considérables.

Présentement, le service de réadaptation du ministère essaie au moins de boucher les gros trous.

Ainsi, on compile les données de certains dossiers spéciaux (roulement des jeunes dans les centres sécuritaires, par exemple).

Tout récemment, le même service a demandé aux directeurs généraux des centres de fournir la liste des jeunes qui devraient sortir de ces établissements et qui ne le

(Suite à la page A2, 1re col.)

les centres d'accueil: une jeunesse échouée

D'un centre d'accueil à l'autre, un monde de différences. Cette disparité qui saute aux yeux vaut aussi bien pour les ressources physiques que pour les ressources humaines. Voir notre dossier à la page A-5.



Le Soleil, André Boscher

Bien qu'il y consacre annuellement près de \$125 millions, le ministère des Affaires sociales ne possède pas de données valables sur la clientèle des centres d'accueil et sur les besoins de cette dernière.



LE SOLEIL



58 PAGES 4 CAHIERS

QUEBEC, MARDI 9 AOUT 1977

81e ANNEE, No 188 PRIX 25¢

Le Québec vient en tête pour les vols d'autos

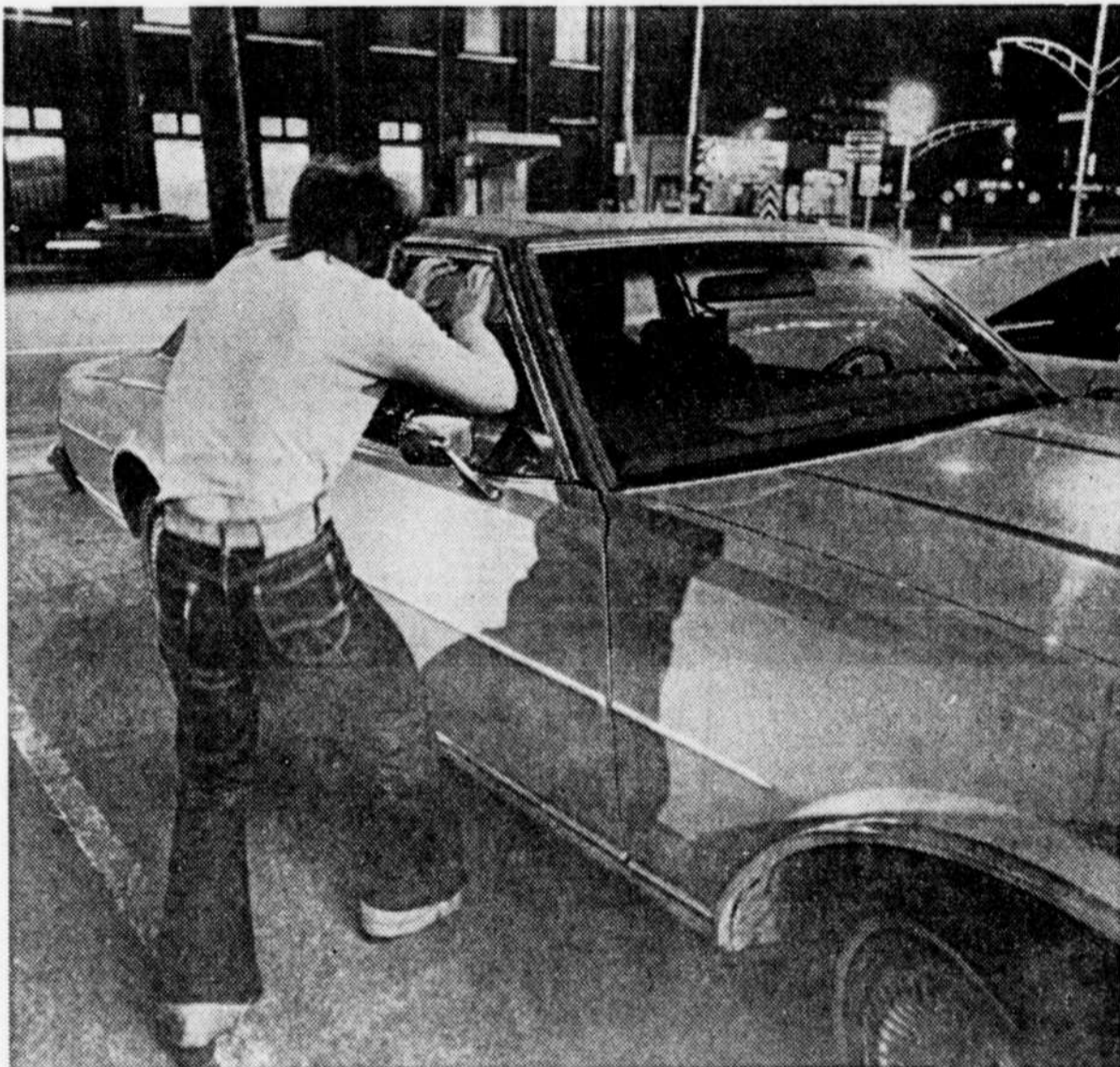
par Jacques DALLAIRE
envoyé spécial du Soleil

MONTREAL — Un voleur qui décide de s'approprier un véhicule automobile dispose de trois minutes, au maximum, pour agir. Passé ce délai, il a de fortes chances d'être pris ou tout au moins d'être remarqué.

Il n'en reste pas moins que les vols de voitures constituent toujours une plaie, totalisant 1/3 de tous les crimes commis en Amérique du Nord, bien que l'on ait constaté une diminution d'environ 15 pour 100 l'an dernier, comparativement au sommet atteint en 1975.

En 1976, en effet, quelque 950.000 véhicules avaient été dérobés aux Etats-Unis, la plupart du temps la nuit dans des secteurs résidentiels et par des jeunes gens de moins de 21 ans. En gros, une voiture fut volée à toutes les 32 secondes aux Etats-Unis en 1976, provoquant des pertes économiques annuelles de plus de \$1,6 milliard.

Au Canada, les "conditions" de vol (Suite à la page A2, 1re col.)



Le Soleil, J.-M. Villeneuve

Un voleur d'automobile dispose de trois minutes, au maximum, pour agir. Passé ce délai, il risque fort d'être pris ou tout au moins d'être remarqué.

Contrôleurs La grève isole davantage le Nouveau-Québec

par Gilles OUELLET
du bureau du Soleil

SEPT-ILES — La grève des contrôleurs aériens est plus durement sentie chez les quelque 30.000 résidents des villes isolées de Nouveau-Québec et du Labrador terre-neuvien où l'avion constitue le principal lien avec le reste du monde.

Quelques mesures furent prises, hier, pour dépanner des voyageurs, dont un certain nombre qui devait reprendre le travail. Ainsi, un avion de 19 places de la compagnie Air-Gava a assuré la liaison Sept-Îles—Schefferville.

Les DC-3 des Ailes du Nord (Québecair) ont continué à desservir les villages isolés de la Moyenne et Basse Côte-Nord, pendant que les nombreux

appareils privés du territoire étaient rapidement nolisés par des groupes de voyageurs.

La compagnie minière Iron Ore du Canada, qui a maintenu son avion au sol, a permis au train de sa filiale Quebec North Shore and Labrador Railway d'ajouter des wagons pour les passagers et de prendre des voyageurs pour son long périple de 12 heures entre Schefferville et Sept-Îles, en passant par Labrador City et Wabush.

Les compagnies Air Canada et Québecair ont annulé leurs départs entre la Côte-Nord et Québec et Montréal, puis n'ont pris aucune mesure spéciale en attendant la fin du conflit.

(Suite à la page A2, 1re col.)
Autre nouvelle, page B-1

Tout East Angus réclame un "oui" à l'offre de Domtar
Détails à la page A-2

à lire

Robert Boyd dirigera une Hydro-Québec restructurée

page B-4

Changements à Télé-Capitale et à CKCV

Louis Langlois, ex-directeur des nouvelles de Télé-Capitale, vient d'être nommé directeur des programmes à Télé-4 et Télé-5 et CKCV est sur le point de perdre le deuxième de ses gros piliers, Christian Lavoie, qui s'appête à aller exercer ses talents dans la métropole.

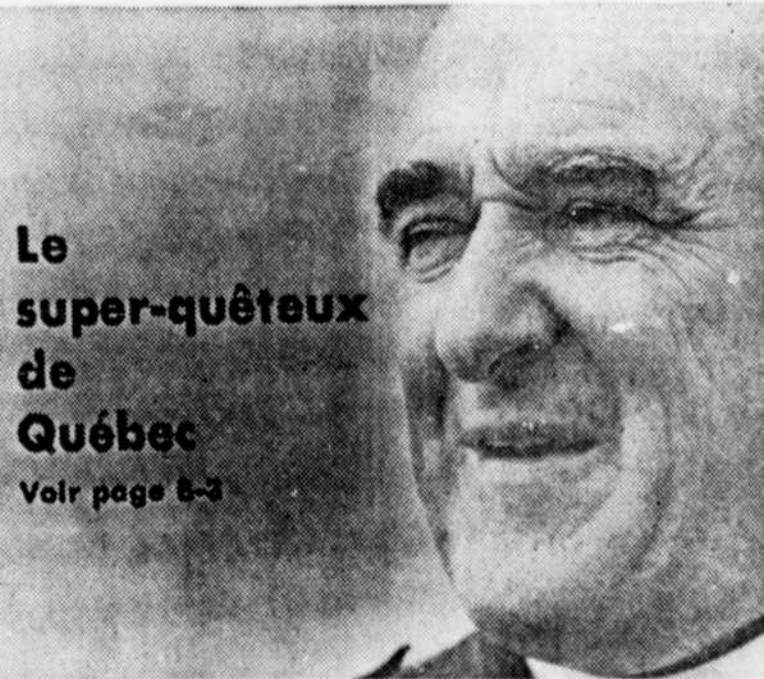
page A-13



Nos informations à la page C-1

météo

Ensoleillé et possibilité d'averses en fin de journée à Québec et à l'est avec un maximum de 20 à 24. Demain: beau temps. Les détails à la page D-4



Le super-quêteux de Québec
Voir page B-3

sommaire

annonces classées	D-4 à D-17
A Québec aujourd'hui	A-15
Arts et lettres	A-14 et A-15
Bandes dessinées	D-17
Bridge	D-14
Consommation	D-2 et D-3
Dans nos régions	B-2
Décès	D-18
Economie-finances	B-4 à B-7
Feuilleton	D-15
Horoscope	D-17
Monsieur québec	A-7
Mot mystère	D-5
Mots croisés	D-6
Patron	D-16
Sport	C-1 à C-6
Télévision	A-13 et D-18

Tout East Angus supplie les travailleurs d'accepter la dernière offre de la Domtar

par Fortunat MARCOUX

EAST ANGUS - Un vaste mouvement est en branle à East Angus en vue d'inciter les syndiqués de la compagnie Domtar Ltee à reconsidérer leur décision pour empêcher la fermeture de l'usine de papier d'emballage prévue pour le 30 septembre.

Rompant un silence qu'il s'était imposé pour ne pas nuire aux négociations en cours et pour respecter l'entité syndicale, le comité ad hoc pour la survie de l'usine supplie les employés d'accueillir les conditions exigées par l'employeur pour poursuivre les activités de l'entreprise, même si elles ne sont pas acceptables, parce qu'il n'y a pas d'autre solution à court terme pour sauver leurs 570 emplois et les 1,500 autres "jobs" créés par les effets d'entraînement.

Composé de neuf membres recrutés parmi les groupements socio-économiques locaux, l'organisme qui fera connaître sa prise de position aujourd'hui, demande à l'exécutif du syndicat de décréter la tenue d'un nouveau scrutin et de recommander ouvertement aux membres d'accepter l'offre patronale. On se souvient que les dirigeants syndicaux, sur division (5 contre 4), avaient fait sans succès une telle recommandation à la réunion du 31 juillet dernier.

Le président du comité, Me Claude Turcotte, a déclaré, hier, au SOLEIL, que ce climat de division qui persiste chez les syndiqués ne peut que nuire aux travaux du comité pour assurer une survie à long terme de l'usine. "Cette absence d'une image d'unité risque de rendre réticents les acheteurs éventuels de l'usine, et de compromettre l'intervention directe de l'Etat dans le dossier", a-t-il expliqué.

M. Turcotte a dit qu'il fut très déçouventé lorsqu'il apprit qu'une centaine de travailleurs n'avaient pas pris leurs responsabilités en négligeant de voter lors du rejet des conditions de l'employeur. "Pour une décision aussi cruciale, c'est déconcertant", a-t-il dit. On se souvient que le scrutin avait été très serré (51 pour 100).

Par ailleurs, un groupe d'épouses identifié par l'appellation "comité de citoyennes" a fait parvenir une lettre au syndicat l'invitant à reconsidérer sa décision et à se plier aux exigences du patron "pour la sécurité des familles et leur épanouissement". "Si on placarde toutes les issues, comment pourra-t-on sauver l'usine", se demandent les trois femmes qui ont signé le document. Ces dernières invitent les syndiqués à réapprendre à se serrer les coudes. Selon elles, une décision dans l'affirmative est la meilleure solution à court terme et un investissement à long terme.

Des épouses s'en mêlent

Les syndiqués ont pris connaissance de la missive à leur réunion spéciale d'hier soir. Ils ont refusé d'en discuter le contenu pour ne pas envenimer davantage le débat et ils ont même reproché à leur exécutif d'en avoir fait la lecture.

Un nouveau scrutin est possible demain ou jeudi

EAST ANGUS - Le sort de l'usine de papier d'emballage de Domtar Ltee à East Angus, dans l'Estrie, n'est pas encore définitif en dépit du rejet par les 450 employés à l'heure (CSN) la semaine dernière, de la proposition patronale pour éviter, sinon retarder, la fermeture des installations prévue pour le 30 septembre. Les syndiqués seront invités à reconsidérer leur décision et à prendre un nouveau vote dès demain ou jeudi.

Un avis de motion en ce sens a été

déposé à une réunion spéciale du syndicat tenue hier soir et il sera débattu à une autre réunion qui aura lieu demain soir à 19 heures. Si le projet de proposition était adopté, le scrutin décisif serait tenu sur-le-champ ou reporté au lendemain.

Au moment où les syndiqués étaient en réunion, hier soir, des épouses assistaient à une messe et imploraient l'Esprit-saint de venir en aide à leurs conjoints.



Occasions spéciales

Globe lumineux
Pour la cuisine

Éclairage de style Suédois - Tige de 6" et plaque de plafond chromées.

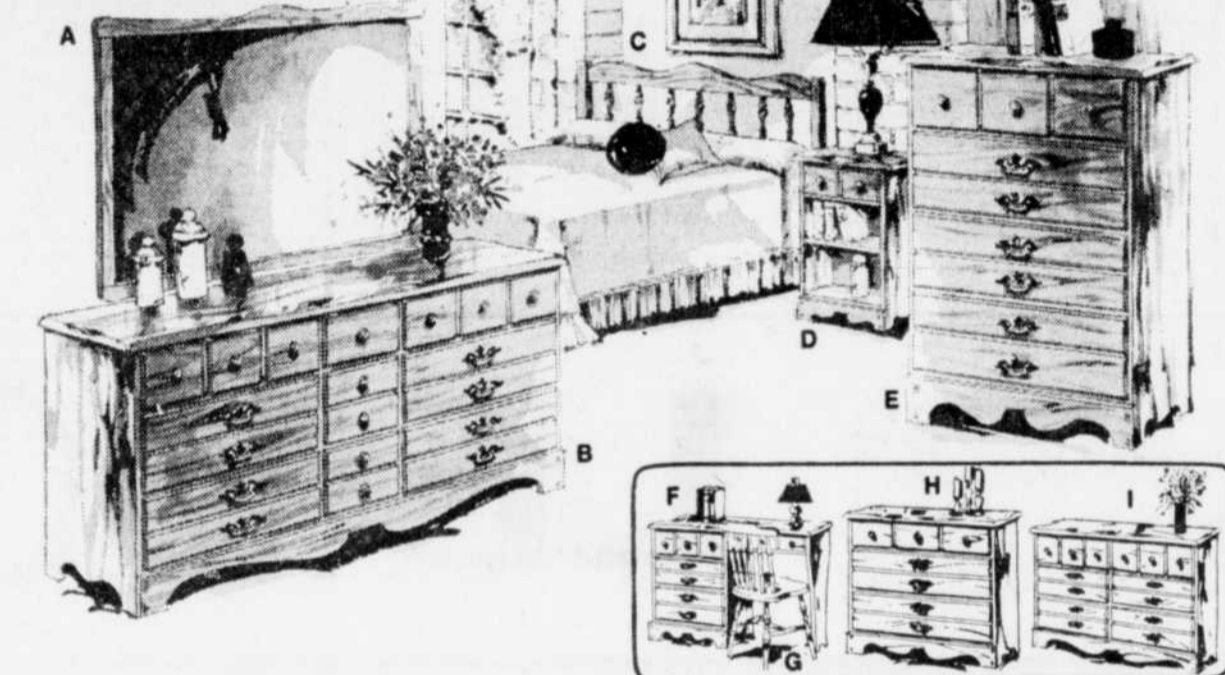
8 pouces PRIX DE VENTE \$5 ⁸⁸	10 pouces PRIX DE VENTE \$8 ⁸⁸
---	--



Lustres

Abat-jour satin opale avec garniture en noyer.

MODELE A471 1 lumière - diffusion 6" PRIX DE VENTE \$5 ⁸⁸	MODELE A473 3 lumières - diffusion 16" PRIX DE VENTE \$15 ⁸⁸
---	--



Chambre à coucher en merisier de style Colonial St. Barthélemy

Magnifiques meubles de chambres à coucher réalisés en bois de merisier teintés érable. Vous trouverez dans cette collection "Harthaway" une présentation et une finition impeccables. Ferrures stylisées en cuivre patiné.

A. Miroir horizontal 44" x 29" PRIX DE VENTE \$53 ⁸⁸	D. Table de chevet 16" x 14" x 23 1/2" PRIX DE VENTE \$51 ⁸⁸	G. Chaise 16-3/4" x 16-1/4" PRIX DE VENTE \$48 ⁸⁸
B. Grande commode 58" x 16" x 31" PRIX DE VENTE \$189 ⁸⁸	E. Chiffonnier 30" x 16" x 42" PRIX DE VENTE \$121 ⁸⁸	H. Commode à 3 tiroirs 40" x 16" x 31" PRIX DE VENTE \$110 ⁸⁸
C. Tête de lit à balustres 39" x 54" PRIX DE VENTE \$39 ⁸⁸	F. Bureau d'étudiant 48" x 16" x 31" PRIX DE VENTE \$133 ⁸⁸	I. Commode à 6 tiroirs 48" x 16" x 31" PRIX DE VENTE \$148 ⁸⁸

Tables et chaises de dinette par Ewing

No. 9 Non peinte - Chaise de style colonial en érable massif. PRIX DE VENTE \$15 ⁸⁸	No. 774 Non peinte - Style vieux colonial - Table de chambre en érable massif. Dimensions 23" x 40". PRIX DE VENTE \$62 ⁸⁸	No. 776 Table ronde avec rabats fini érable dur. Dimensions: 40" de diamètre. Fermée, 20" x 40". PRIX DE VENTE \$109 ⁸⁸	No. 1 Chaise à pieds tournés avec siège préformé et dossier réglable. Fini bois d'érable dur. PRIX DE VENTE \$32 ⁸⁸
--	---	--	--

Solde de couvre-sols Armstrong Castilian

Liquidation du manufacturier... Revêtements parfaits et avec défauts. Beaux décors imprimés modèles Random, Hibiscus, Portofino, et Bois d'épice. Les premiers arrivés auront le bénéfice du choix.

UN SEUL PRIX \$3⁶⁶ LA VERGE CARRÉS

Pare-feu en verre trempé

Une solution pour économiser la chaleur

Pare-feu de Style Contemporain qui vous permettra de chauffer une pièce d'une façon efficace à peu de frais. Les panneaux de verre radiant diffusent une chaleur douce et persistante. Durant votre absence ou votre sommeil il vous suffit de fermer les portes pour maintenir la chaleur et éviter les étincelles. Disponibles en trois styles.

PRIX DE VENTE \$99⁸⁸

TOUS LES ARTICLES EN QUANTITÉ LIMITÉE! CENTRE D'ACHATS DE LA PLACE LAURIER STE-FOY, QUEBEC, TEL.: 653-9307

Qui sont ces...

(Suite de la première page)

peuvent pas, faute de ressources adéquates dans le milieu. Ces données ne sont pas encore disponibles.

En septembre, le service de réadaptation du MAS lancera l'opération 25,000". Objectif: évaluer sur une période de trois mois toute la clientèle d'enfants placés dans les centres d'accueil et dans les familles d'accueil. On passera aussi au crible les listes d'attentes. A partir de cette étude, on veut faire sortir des centres d'accueil les jeunes qui ne devraient pas y être et y faire entrer ceux qui en ont besoin.

Un portrait général

Malgré l'absence de données systématiques, il est encore possible de tracer quelques grandes lignes de la clientèle des centres d'accueil. A ce chapitre, l'inventaire dressé par un groupe de recherche de l'Université de Montréal

Contrôleurs: La...

(Suite de la première page)

Les voyageurs de Sept-Iles vers Québec se sont rués sur les autobus de TESI Saguenay qui fait la navette entre Sept-Iles et Baie-Comeau puis Québec: au lieu de deux, il est parti quatre autobus de 47 sièges chacun, hier.

Les résidents des villes nordiques furent privés de journaux dimanche et hier: à Sept-Iles et à Port-Cartier, seuls les quelques journaux qui arrivent par camion étaient disponibles dans les tabagies, dont LE SOLEIL.

Le Québec vient...

(Suite de la première page)

furent les mêmes, bien qu'à cadence moins accélérée, mais tout de même les statistiques les plus fraîches révèlent que 82,634 véhicules changèrent de mains, si l'on peut dire.

Dans l'ensemble de l'Amérique du Nord, environ 75 pour 100 des voitures sont retracées par les corps policiers, ce qui signifie en chiffres 70,883 véhicules récupérés au Canada, l'an dernier.

Le Québec prend la commande de toutes les provinces canadiennes dans le domaine des vols d'autos, suivi de très près par l'Ontario, alors que 24,701 véhicules ont été subtilisés à leurs propriétaires d'origine, l'an dernier. 18,887 ont été retracés.

Sur le seul territoire de la Communauté urbaine de Montréal, il y eut 12,222 vols de voitures, dont 75 pour 100 furent retrouvés. Dans la région de Québec, le nombre de vols atteignit près de 6,000 unités et le taux de recouvrement fut sensiblement le même.

"Crime organisé"

Il y a à peine une dizaine d'années, 80 pour 100 des voleurs de voitures étaient surtout constitués de jeunes gens en quête d'une balade. D'ordinaire, le véhicule était retracé dès le lendemain ou dans les jours qui suivaient le délit, si bien que le taux de récupération par les corps policiers était très élevé, soit autour de 95 pour 100.

Aujourd'hui, il y a encore des baladeurs d'un soir, mais le vol d'autos est un crime qui s'est raffiné au fil des années. Il est devenu l'oeuvre de spécialistes oeuvrant à l'intérieur de réseaux structurés. Le crime organisé y a évidemment troué

pour le compte du comité Batshaw, en 1975, révèle des détails intéressants:

- la majorité des pensionnaires des centres d'accueil sont des adolescents (63,4%) et la minorité des enfants (36,6%); les garçons comptent pour 63% de la clientèle, et les filles pour 37%;

- à l'admission, 74,4% des jeunes fréquentaient l'école, 23,7% étaient oisifs et 1,9% travaillaient;

- 62,2% des pensionnaires de centres sont originaires des régions métropolitaines de Montréal et de Québec;

- les enfants placés viennent presque tous de foyers brisés (seulement 37,1% des jeunes ont des parents qui vivent ensemble);

- lors de cette compilation, 45,1% des enfants n'avaient jamais été en institution avant le placement actuel, 29,4% avaient fait un ou deux séjours en famille d'accueil et 31% étaient à leur deuxième placement en institution; 11% des jeunes avaient été placés trois fois ou plus en centres d'accueil;

- 45% des cas sont placés en centre d'accueil par la cour du Bien-être social en vertu de la loi de la protection de la jeunesse (article 15) ou de la loi des jeunes délinquants (article 20); 55% des jeunes sont placés par les centres de services sociaux;

- les motifs invoqués le plus fréquemment pour placer des jeunes en vertu de l'article 20 sont le vol simple et le vol qualifié; les jeunes placés selon l'article 15 le sont pour des troubles de comportement et des problèmes familiaux;

une autre pitance, car la revente de véhicules en pièces détachées constitue un commerce des plus lucratifs.

C'est précisément pour contrecarrer les plans de ces voleurs organisés que les corps policiers tant d'Amérique du Nord que de certains pays européens, les manufacturiers de voitures, les agences de locaux, les assureurs, bref tous ceux légalement intéressés à la question, ont décidé de mettre la main à la pâte.

Regroupés au sein de l'Association internationale des enquêteurs sur les vols de voitures, leurs représentants sont assemblés pour la semaine à Montréal.

Il s'agit plus d'un séminaire que d'un congrès comme l'expliquait d'ailleurs au SOLEIL, hier, M. Guy De Laroche, capitaine-déTECTIVE responsable de l'unité de 21 enquêteurs sur les vols de véhicules moteur au sein de la police de la Communauté urbaine de Montréal, hôtesse de ce 25e rassemblement annuel de l'association.

Un séminaire d'où évidemment la presse est poliment exclue, car on ne veut pas prendre le risque que les dernières techniques de raffinement policières tombent dans quelque oreille intéressée!

Prudence d'autant plus justifiée, selon M. De Laroche, car, à son avis, si l'on note une diminution, il semble bien que la concertation des corps policiers pour contrer ce genre de crime commence réellement à porter fruit.

Ainsi, pendant la semaine des spécialistes de toute provenance se succéderont à la tribune pour entretenir leur auditoire sur des sujets aussi

divers que complémentaire comme l'utilisation des ordinateurs, la contre-façon, les enregistrements des véhicules, les vols à l'échelle internationale, l'apport des manufacturiers, le recyclage des voitures, etc.

Bref, les "chasseurs de crimes" se raffinent à leur tour, après avoir réussi à sensibiliser les autorités municipales et les gouvernements, afin de combattre efficacement ce genre de crime. Dans la seule province de Québec, c'est au bas chiffre quelque \$100 millions encourus en pertes économiques par les vols de véhicules l'an dernier.

"Ce ne fut pas facile d'établir notre structure, telle qu'on la connaît aujourd'hui, confiait d'ailleurs hier le capitaine-déTECTIVE De Laroche. Jusqu'à ce que nous mettions des chiffres sur la table."

Il en fut d'ailleurs de même aux Etats-Unis, reconnaissait également le président de l'association, M. George Hees, au cours d'un entretien avec LE SOLEIL, bien que les corps policiers américains se soient attaqués à ce problème bien avant nous, soit à la fin des années 1960.

Le lieutenant Hees, jadis rattaché à la police de Los Angeles, d'allure aussi patibulaire que Colombo, est particulièrement fier d'avoir commandé à deux escouades de 24 hommes chacune, connues sous le nom de "Bad cats" qui ont fait et font encore la vie dure aux voleurs de voitures sur la Côte ouest.

M. Hees déplore cependant la "largesse" des tribunaux, car 75 pour 100 des voleurs interceptés en sont à leur deuxième (et même plus...) offense, ayant bénéficié de la clémence du juge la première fois, à cause de leur âge ou encore à cause de la réputation de la famille.

l'est du québec le québec régional le québec métropolitain

dans nos régions

En bref



Deux records



Mlle Ozéline Côté, de Neuville, a fêté son 101ème anniversaire de naissance en juillet dernier. Toujours très lucide, la plus vieille citoyenne du village de Neuville n'a pas de secrets particuliers pour expliquer sa longévité. C'est en dégustant sa boisson favorite, du vin de "pissenlit" que la centenaire, une ex-institutrice, recevait récemment les hommages de Mlle Madeleine Angers, gérante de la caisse populaire locale où Mlle Côté s'ennorgueillit d'être la plus vieille sociétaire, et M. Jean-Paul Brown, président de la caisse pop et membre du conseil municipal de Neuville. Ces deux derniers ont également rendu hommage à madame et monsieur Joseph Doré (photo ci-contre), un couple de Neuville qui a célébré en juin dernier son 65ème anniversaire de mariage. M. Doré est un ancien élève de Mlle Côté.

Nouveau service

Le réseau régional de radiodiffusion Appalaches sera alimenté par le service de nouvelles de Télé-Média à compter du 1er septembre. Le président de l'entreprise qui exploite six stations de radio à Thetford Mines, Plessisville, Victoriaville, Asbestos, Disraéli et Lac-Mégantic, M. François Labbé, a déclaré que l'entente a été conclue en vue de la désaffiliation du réseau de la société Radio-Canada prévue au cours de 1978, et de l'abandon de l'agence d'information de la Presse canadienne à compter du 1er septembre prochain. Le réseau restera affilié à l'agence Telbec.

Folkloristes sur la Côte-Nord

Les quelque 70 membres de la troupe de folklore La Gouline Sarthoise, de France, donnent des spectacles dans quelques villes de la Côte-Nord, cette semaine. D'abord, dimanche soir les danseurs et musiciens Français ont offert leur spectacle au Centre récréatif de Baie-Comeau; aujourd'hui, la troupe s'arrêtera à Port-Cartier, puis se rendra à Havre-Saint-Pierre le 11 août, et terminera sa tournée de la région en présentant son spectacle à Sept-Îles. Cette visite est une initiative de l'Association Québec-France de la région. Les membres de La Gouline Sarthoise sont logés dans des familles tout au long de leur séjour sur la Côte-Nord. Bienvenue!

La Patente présentera Pot-H.

Comme elle le fait régulièrement depuis quelques années, la troupe La Patente offrira une soirée au théâtre aux Septiliens et aux visiteurs, à partir d'aujourd'hui jusqu'à dimanche, à 20h, au Centre socio-récréatif, à Sept-Îles. Pot-H, ou la boîte à surprise, une pièce en trois actes qui devrait provoquer des réactions de peur, de rire et d'inquiétude. L'action se passe dans un endroit populaire: sous l'influence d'hallucinogènes, les comédiens tenteront de suivre le courant provoqué par le personnage principal. Sept comédiens seront sur scène pour ce spectacle qui ne se veut ni un documentaire, ni une pièce à message. C'est une création entièrement septilienne.

Les dirigeants de l'hôpital de Baie-Comeau veulent rencontrer le premier ministre à tout prix

par Gilles OUELLET

BAIE-COMEAU — Les dirigeants du centre hospitalier de Baie-Comeau tiennent mordicus à rencontrer le premier ministre René Lévesque pour donner leur avis sur la décision du ministre des Affaires sociales, relativement à la vocation des centres hospitaliers de Baie-Comeau et Haute-ribe. Le premier ministre a déjà décliné une première requête en ce sens, disant qu'il ne voulait pas intervenir dans les dossiers de ses ministres.

Le président de la corporation de l'hôpital général de Baie-Comeau, Me Roger Levasseur, a dit hier au SOLEIL qu'il tenait à connaître l'élément qui fit changer la décision sur la vocation des hôpitaux, qu'il était prêt à cher-

cher une formule de solution avec le chef du gouvernement, et qu'il demeurerait convaincu qu'une fusion des deux corporations hospitalières était nécessaire.

Sans brandir de menace pour le moment, Me Levasseur a tout de même affirmé hier qu'il était prêt pour le gros combat, si le premier ministre refusait de rencontrer les dirigeants de l'hôpital de Baie-Comeau ou s'il faisait la sourde oreille aux revendications de la région de Baie-Comeau.

Enfin, Me Levasseur a dit ne pas comprendre l'attitude du député-ministre de Saguenay, M. Lucien Lessard, dans l'ensemble de ce dossier qui a déjà fait couler beaucoup d'encre et de salive dans la région.

Il faut savoir que les hôpitaux de

Baie-Comeau, avec 70 lits, et de Haute-ribe, avec 169 lits, n'avaient aucune vocation particulière jusqu'à ces dernières années.

Le ministre Castonguay, puis M. Forget, ont décidé de faire de Haute-ribe le centre pour soins prolongés et psychiatriques, et de l'hôpital de Baie-Comeau le centre pour soins aigus. La population de Haute-ribe a publiquement manifesté son indignation.

Malgré des démarches locales vers la fusion des corporations et l'établissement d'un climat plus serein, le ministre Denis Lazure, appuyé par le ministre Lucien Lessard, a renversé la décision et décidé de faire le centre pour soins aigus à Haute-ribe et le centre pour soins prolongés à Baie-Comeau, à la plus grande déception

cette fois de la population de Baie-Comeau.

Dans les plans de M. Lazure, ce projet qui coûterait \$4 millions sans compter plus d'un million déjà engouffré dans des travaux préliminaires et des études, porterait le nombre de lits à 96 à Baie-Comeau et à 145 à Haute-ribe. Les principaux réaménagements se feront donc à Haute-ribe, si le projet de M. Lazure se réalise.

Me Levasseur veut aborder toute cette question avec une ouverture d'esprit en présence du premier ministre Lévesque; à Baie-Comeau, on parle maintenant du besoin d'offrir à la population un centre hospitalier régional, avec deux pavillons dispensant des services complémentaires, et chapeauté d'une structure administrative répondant à cette vocation.

Rivière-du-Loup n'aura que 42% des \$7 millions promis par Goldbloom

par Réal LABERGE

RIVIÈRE-DU-LOUP — La promesse de l'ex-ministre Victor C. Goldbloom de verser à Rivière-du-Loup une subvention de \$7,150,000 pour son usine de filtration, ne sera respectée qu'à 42 pour cent. Le ministre des Affaires municipales a confirmé hier au SOLEIL que l'aide gouvernementale a été ramenée à seulement \$2,990,830.

Cette décision a pris par surprise les autorités municipales qui ne disposaient encore d'aucune information officielle à ce sujet. On s'attendait toujours à encaisser le montant promis, se fiant en cela aux déclarations du ministre Guy Tardif à l'effet que les engagements du gouvernement antérieur seraient respectés, si les travaux concernés étaient déjà commencés avant l'élection du 15 novembre.

"Ici, à Rivière-du-Loup, on buvait déjà de l'eau filtrée bien avant cette date", a affirmé un dirigeant municipal, en l'absence du maire, le Dr Yves Godbout, et du président du comité des Finances, le conseiller Jean-Léon Marquis, tous deux accourus en vitesse à Québec, pour clarifier la situation.

Cette réduction draconienne de la subvention gouvernementale survient à un moment où la ville de Rivière-du-Loup affronte des difficultés financières et budgétaires particulièrement exigeantes.

En fin de février dernier, la municipalité devait annoncer un bond de 25 pour cent dans le taux d'imposition de la taxe foncière générale. Cette augmentation devait être accompa-

gnée d'une hausse de 15 pour cent pour le service d'aqueduc aux usagers résidentiels.

Ce n'était toutefois pas encore suffisant, selon une étude du budget municipal effectuée par la Chambre de commerce. Il s'en dégageait la conclusion que la dette de Rivière-du-Loup s'accroissait rapidement et que pour financer ses projets en immobilisations, cette ville devra obtenir d'importants revenus additionnels, soit par voie d'imposition directe ou indirecte,

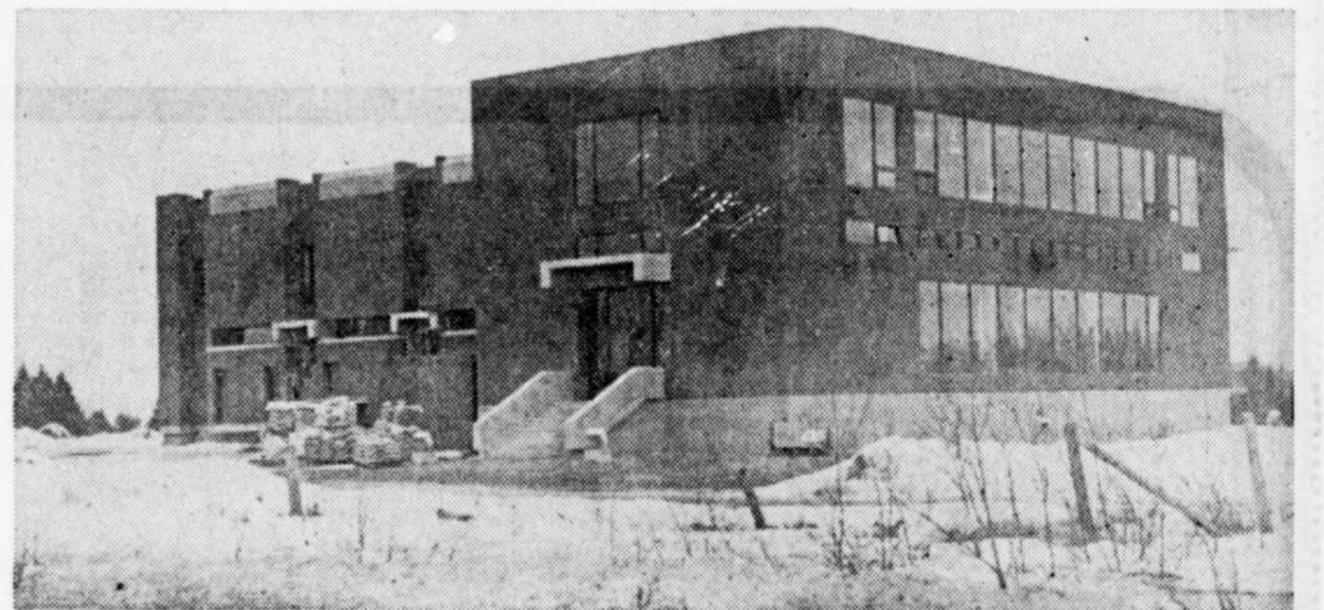
soit par une réduction du coût d'opération de ses services.

Dans les circonstances, le greffier, M. Raoul Savard, a remarqué que les commentaires qu'il en retenait des conseillers municipaux, c'est qu'il n'était aucunement question "qu'on accepte seulement \$3 millions, quand un ministre s'est déjà engagé pour plus du double."

Par ailleurs, un porte-parole du ministère des Affaires municipales a

signalé hier au SOLEIL "qu'aucun engagement écrit n'a été fait à la ville de Rivière-du-Loup".

Il a précisé qu'à la suite d'une analyse de la demande d'aide de cette municipalité, le ministre avait conclu que les normes devaient s'appliquer, soit un maximum de 75 pour cent du coût des travaux et une contribution minimum de \$180 par usager des services d'aqueduc et d'égouts. L'excédent doit être assumé par les contribuables sous forme d'imposition supplémentaire.



L'usine de filtration de Rivière-du-Loup

Grande vente de déménagement

LA
VENTE
se continue
avec
de nouveaux
SPECIAUX!

RABAIS

allant jusqu'à

60%

TOUT
DOIT ETRE
VENDU

Rien ne sera transporté dans nos nouveaux locaux, à vous de profiter de nos spéciaux sur toute la marchandise en magasin.

Bientôt, une nouvelle adresse: 6975, boul. Henri-Bourassa (Place IGA)



TREMBLAY & BERGERON MEUBLES INC.

A QUÉBEC: 301, DE LA CANARDIÈRE — 523-7760 — A CHARLESBOURG: 245 EST, 71^e RUE — 626-1102



l'est du québec le québec régional le québec métropolitain

dans nos régions

L'hôpital de Blanc-Sablon est sous tutelle

par Gilles OUELLET
du bureau du Soleil

SEPT-ÎLES — Le conseil des ministres du Québec vient d'ordonner la mise sous tutelle du centre hospitalier Notre-Dame de Lourdes-de-Blanc-Sablon, et a chargé le directeur général de l'hôpital de Sept-Îles, M. Jean-Marc Maloney, de faire enquête sur l'administration et le fonctionnement de la corporation de cette institution.

Puisque les pouvoirs des dirigeants de l'hôpital Notre-Dame sont suspendus, M. Maloney agira comme administrateur de cet établissement, exercera les pouvoirs du conseil d'administration pour la durée de l'enquête et devra faire rapport au ministre Denis Lazure dans les 90 jours.

Dans l'arrêté en conseil portant le numéro 2509 et rendu public hier midi à Sept-Îles par le député de Duplessis, M. Denis Perron, on peut lire "qu'il est opportun qu'une enquête soit faite sur l'administration et le fonctionnement de cet établissement afin d'éclaircir la situation qui y prévaut et de prendre les décisions qui s'imposent".

Cette décision gouvernementale survient après un an de tensions parfois vives, de discussions animées et de controverses autour du centre hospitalier de cette localité isolée à 1.000 milles à l'est de Québec, et où vivent un millier d'habitants.

Par exemple, en septembre 1976, les villageois se sont soulevés contre

le congédiement pour des motifs obscurs d'un médecin attaché à l'hôpital et dix agents de la SQ furent mandés sur les lieux pour assurer l'ordre; le Dr Tony Ellam fut réintégré dans ses fonctions quelques semaines plus tard.

On rapporte aussi qu'au lendemain de ces événements qui ont entraîné des démissions parmi les administrateurs, la direction aurait

"choisi" d'autres représentants sans consulter les groupes du milieu.

Pour calmer l'opinion, la direction a demandé au ministère des Affaires sociales de nommer un enquêteur pour identifier les problèmes de l'institution. Le rapport qu'a produit cet enquêteur, M. Horace Lamarche, est toutefois demeuré dans les tiroirs des administrateurs.

Quelques fuites ont cependant permis d'apprendre que le rapport suggérait au Dr Ellam de coopérer davantage avec le centre hospitalier et disait au directeur général René Jones qu'il y gagnerait à améliorer sa formation en relations humaines...

Par ailleurs, selon le député de Duplessis, le taux d'occupation de l'hôpital serait très faible; à peine 25

des 88 lits seraient utilisés. Afin d'offrir plus de service à la population et d'utiliser davantage le centre, M. Perron verrait d'un bon oeil que l'établissement soit partiellement ou complètement converti en CLSC et en Centre d'accueil pour les personnes du troisième âge.

Ce centre hospitalier, construit il y a une dizaine d'années au coût d'environ

\$3 millions, sous le règne du regretté Dr Camille Marcoux, comprend tous les services d'un centre moderne et peut accueillir des malades de toute cette vaste région de la Basse Côte-Nord.

Le nouveau tuteur entreprendra sa tâche sous peu en allant rencontrer le sous-ministre des Affaires sociales et le directeur général du CRSSS pour se familiariser avec ce dossier.

Le CEGEP de La Pocatière, menacé d'expulsion

par Réal LABERGE
du bureau du Soleil

LA POCATIÈRE — Une injonction d'expulsion intentée par le Collège de Sainte-Anne contre le CEGEP de La Pocatière sera entendue ce matin, au palais de justice de Rivière-du-Loup.

Il s'agit bien d'une procédure légale demandant que le CEGEP "soit jeté dehors", a précisé hier au SOLEIL le recteur du collège, l'abbé J.-Albert Anctil. "C'est l'ultime recours qui nous restait, a-t-il ajouté, pour amener le CEGEP à signer un nouveau bail de location.

De fait, M. Anctil a expliqué que

l'injonction visait à clarifier, une fois pour toutes, la question en suspens depuis déjà quatre ans, à savoir si le CEGEP continuera d'occuper les locaux loués au collège depuis son ouverture en 1969, ou si l'on optera finalement pour la construction d'un nouveau campus.

Selon le recteur du collège, le bail de location est échu depuis le 30 juin 1975. Il a été reconduit pour une année additionnelle qui s'est terminée le 30 juin 1976. Entre-temps, le problème de relocalisation du CEGEP n'a toujours pas été réglé. Et le CEGEP a continué d'occuper les locaux du collège, tout en refusant d'en venir à une entente sur un nouveau contrat de location.

Avec le mois de juillet, on entrait dans une deuxième année de situation irrégulière.

Comme l'a par ailleurs souligné M. Anctil, il devenait d'autant plus urgent de provoquer une régularisation de cet état de choses que le CEGEP se permettait d'effectuer des réaménagements dans les locaux, sans disposer de l'autorisation préalable du collège.

Toujours selon M. Anctil, un représentant du ministère de l'Éducation, M. Gilles Bergeron, a récemment proposé au collège un contrat de location à long terme de 15 ans. À l'occasion d'une rencontre de négociation, le 7 juillet dernier, cette proposition n'a

pas été retenue par le CEGEP, qui est plutôt revenu à la charge avec une contre-proposition de location de trois ans. Ce qui avait pour effet de reporter de nouveau à plus tard une décision finale sur la question de la localisation définitive du CEGEP.

Dans les circonstances, à moins d'un règlement hors cours de dernière heure, que le collège est toujours disposé à négocier, le litige sera tranché ce matin par le tribunal judiciaire.

Cette éventualité d'une entente à l'amiable s'annonce toutefois fort improbable. D'une part, la menace de

recours à l'injonction a été signifiée au CEGEP depuis déjà décembre dernier.

D'autre part, une visite privée que le ministre de l'Éducation, M. Jacques-Yvan Morin, devait effectuer à La Pocatière vendredi dernier, a été contremandée à la toute dernière minute.

Par ailleurs, le directeur général du CEGEP, l'abbé Camille Castonguay, a déclaré ces jours derniers au SOLEIL, qu'il n'attendait que cette convocation en cour de justice, pour rétablir certains faits ignorés du public.

Recette d'un centenaire: bien manger, bien dormir

par Gérard ROCHETTE

SAINT-AUGUSTIN — Les citoyens de la municipalité de Saint-Augustin, dans le comté de Portneuf, ont rendu hommage, en fin de semaine, à l'un des leurs qui célébrait son 100^e anniversaire de naissance.

M. Alfredice Rochette, né le 4 août 1877, a été honoré par les autorités civiles et religieuses ainsi que par l'ensemble de la communauté de ce pittoresque village de la banlieue québécoise.

Pour le centenaire, il n'y a pas de secret particulier à la longévité. Comme tous ceux de sa génération, il a dû trimer dur sur la terre pour gagner son pain et élever une famille de quatre enfants, dont trois sont encore vivants, Omer, Benoît et Thérèse. Pour M. Rochette, bien manger et bien dormir c'est très important. Un petit "Gin" de temps à autre accompagné d'une bonne pipée de tabac "ça nuit pas", dit-il. D'ailleurs sa pipe, il y tient encore et comment!

C'est dans la maison qui l'a vu naître dans le rang du Petit Village, à Saint-Augustin, que M. Rochette demeure en compagnie de son fils Benoît et de sa

belle-fille. Une résidence assez grande pour héberger les trois enfants du centenaire, les 11 petits-enfants et les 13 arrière-petits-enfants formant la famille proche de M. Rochette.

Parfaitement lucide et en forme physique surprenante, ce dernier prenait encore soin des animaux il y a quelques années. Malgré qu'il ait suspendu ses activités sur la ferme, M. Rochette conserve un appétit qui ferait rougir plusieurs travailleurs d'aujourd'hui. Du raït, de la tourtière, du porc forment les plats favoris du centenaire. "Un estomac à toute épreuve", dit sa belle-fille, Mme Benoît Rochette. Pour lui le poulet et la viande hachée sont des menus pour les petits estomacs.

Pour M. Rochette, bien des faits et des événements ont marqué sa vie. Il a été témoin de changements, de modernisation qui ne l'ont toutefois aucunement effrayé. Il a su s'adapter et aujourd'hui, il vit une retraite dans la sérénité entouré de ses siens.

Il se souvient des différents épisodes de la vie canadienne

et québécoise et ses yeux s'illuminent à la prononciation du nom de Maurice Duplessis, lui qui a toujours été un conservateur convaincu.

S'il n'a jamais pensé qu'il

se rendrait à 100 ans, M. Rochette semble envisager encore de longues années parmi les siens puisqu'en le quittant il nous convoque pour ses prochains anniversaires de naissance qui seront encore nombreux, laissez-t-il voir.



Sur la terre où il a toujours vécu.



Entouré de son fils Omer et de sa fille Thérèse, M. Alfredice Rochette pose fièrement dans la maison qui l'a vu naître et où il demeure toujours.

Offrez-vous une O'Keefe.
Celle qui se prend en douceur.



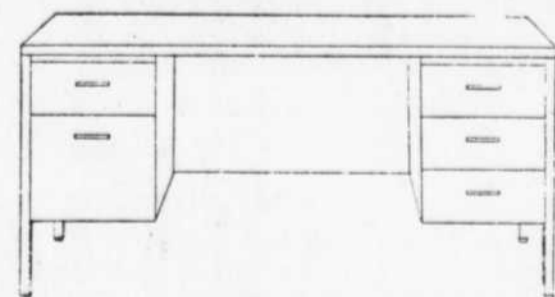
Du bon temps, de bonnes gens, de l'agrément!

Emmenez de la compagnie voir le prochain match des Expos au Stade Olympique. Sport O'Keefe vous présente les matchs des Expos télévisés à la chaîne française de Radio-Canada et la description détaillée de chaque partie, au réseau radiophonique des Expos. Cette semaine, le match sera télévisé mercredi le 10 août à 20h.30.

Le Stade Olympique. Emmenez-y de la compagnie.

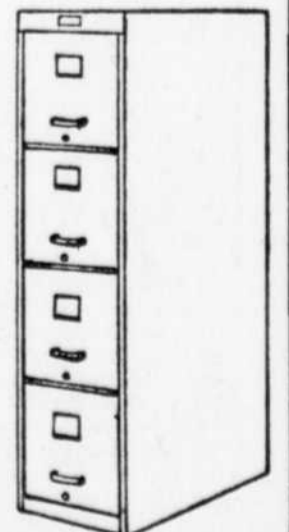
Sport
O'Keefe

nous achetons et vendons
L'AMEUBLEMENT DE BUREAU USAGE



**LOT DE BUREAUX ET CLASSEURS
NEUFS ET USAGES
BOIS ET METAL
PRIX IMBATTABLES**

**DE PLUS,
CHAISES USAGÉES DESASSORTIES
PRIX VARIÉS**



Une visite vous convaincra

L'ENTREPOT DU BUREAU

1375 ouest, boul. Charest, Québec
tél.: 681-0543

UNE DIVISION DE WILLSON
OFFICE SPECIALTY